

**ARRÊTÉ n° 2024-DCAT-BEPE- 175**

du 27 AOÛT 2024

**mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France à Saint-Avold en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement pour ses installations sur le territoire de la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, et notamment l'article L.171-8 I ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2024-A-22 du 16 mars 2024 portant organisation des suppléances des sous-préfets dans le département de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015-DLP-BUPE-164 du 27 mai 2015 modifié modifiant les modalités de suivi et de rejet des eaux de la société Total Petrochemicals France pour les installations qu'elle exploite sur le territoire des communes de Saint-Avold, de l'Hôpital et de Carling ;
- Vu** le rapport du 8 août 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** la lettre préfectorale du 12 août 2024 informant la société TotalEnergies Petrochemicals France de la mise en demeure envisagée à son encontre et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** la réponse formulée par la société TotalEnergies Petrochemicals France par courrier du 21 août 2024 ;

**Considérant** que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'entretien et le suivi du décanteur 8502 et du capteur LDI 8501 de l'atelier polystyrène conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 modifié susvisé ;

**Considérant** par conséquent que certaines dispositions de l'article 2.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

**Considérant** que le non-respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, à savoir l'environnement et la santé ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement qui disposent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société TotalEnergies Petrochemicals France, dont le siège social est situé 2, place Jean Millieu, La Défense 6, 92400 Courbevoie, est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois, pour son établissement situé au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold, les dispositions suivantes de l'article 2.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2015 modifié susvisé :

« Les installations de traitement (incluant les installations de type décanteur ou séparateur d'hydrocarbures) sont entretenues, [...] et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) [...] ».

### **Article 2**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société TotalEnergies Petrochemicals France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach - Boulay-Moselle et aux maires de Saint-Avold, L'Hôpital et Carling.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par intérim



Philippe Deschamps

### **Délais et voies de recours**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.